

JF/ GM N° 112158
Contacts Ifop : Jérôme Fourquet / Guillaume Marchal
Tél : 01 45 84 14 44
prenom.nom@ifop.com



pour



Les Français et le nouveau projet de réforme territoriale

Résultats détaillés
Avril 2014

Sommaire

- 1 - La méthodologie	1
- 2 - Les principaux enseignements	4
- 3 - Les résultats de l'étude.....	6
L'adhésion à la suppression des départements	7

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Retrouvez gratuitement les sondages et analyses de l'Ifop sur :

Nos applications mobiles



[Android](#)



[iPhone / iPad](#)

Notre site Internet



www.ifop.com

Les réseaux sociaux



[@IfopOpinion](#)



[Ifop Opinion](#)

Etude réalisée par l'Ifop pour :	Sud Ouest Dimanche
Echantillon	Echantillon de 978 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing).
Dates de terrain	Du 9 au 11 Avril 2014

PRÉCISION RELATIVE AUX MARGES D'ERREUR

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-dessous :

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCE

Et si l'effectif est...	Si le pourcentage trouvé est...					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
50	6,2	8,5	11,3	13,0	13,9	14,1
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
250	2,8	3,8	5,1	5,8	6,2	6,3
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
350	2,3	3,2	4,3	4,9	5,2	5,3
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
450	2,1	2,8	3,8	4,3	4,6	4,7
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
4000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **1000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,8**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,2% et 11,8%.

- 2 -

Les principaux enseignements

Les Français seraient majoritairement prêts au « big bang territorial », selon l'étude réalisée par l'Ifop pour Sud Ouest Dimanche à la suite des annonces, en ce sens, du nouveau Premier ministre. Ainsi, 60% d'entre eux se disent favorables à la suppression des conseils généraux, et 60% (exactement la même proportion) sont favorables à ce qu'il n'y ait plus que onze régions en France, au lieu de vingt-deux actuellement.

Concernant la suppression des départements, on assiste à un renversement complet de l'opinion en quelques années, puisqu'en octobre 2008, alors que la droite était au gouvernement, une enquête, qu'avait déjà réalisée l'Ifop pour Sud Ouest Dimanche sur ce sujet, avait montré que seuls 39% des Français y étaient favorables, contre 59% qui y étaient opposés. L'approbation d'une telle réforme a donc progressé, en un peu plus de six ans, de 21 points, et le rapport de force s'est totalement inversé.

La question du déficit public n'ayant cessé de monter dans le débat depuis 2008, le fait que le coût engendré par le maillage complexe du territoire et les doublons administratifs soit de plus en plus pointé du doigt a sans doute fortement contribué à ce retournement des mentalités. Sous l'effet d'une crise économique prolongée, l'idée de supprimer un échelon du « millefeuille » a fait son chemin dans l'opinion. Les Français sont prêts aujourd'hui à une réforme territoriale d'ampleur qui, bien que souvent annoncée depuis les années 1990, n'a jamais été réalisée. C'est pour cette raison qu'ils approuvent également, en plus de la suppression de l'échelon départemental, le projet de regrouper les régions pour, en définitive, en diviser le nombre par deux.

Si l'idée de supprimer les conseils généraux est approuvée majoritairement par l'ensemble des Français, quelles que soient leurs sympathies politiques (à l'exception des sympathisants du Front de Gauche qui sont tout de même 44% à y être favorables), il est intéressant d'observer que ce projet, relancé cette semaine par un Premier ministre socialiste, reçoit une plus grande approbation des sympathisants PS que des sympathisants UMP (73% contre 63%), soit un rapport de force qui s'est également inversé par rapport à 2008, lorsque la droite était aux responsabilités (51% des sympathisants UMP y étaient alors favorables, contre 29% des sympathisants PS). Au total, l'adhésion à cette mesure a progressé de 12 points dans l'électorat UMP, déjà majoritairement acquis, et de... 44 points dans l'électorat socialiste. Ce mouvement spectaculaire ne s'explique pas uniquement par un réflexe de positionnement partisan conditionné par la couleur politique du gouvernement portant ce projet, il témoigne d'une évolution assez profonde de l'opinion des sympathisants socialistes sur le sujet. Cette évolution contribuant à elle seule à expliquer une bonne partie du basculement constaté dans l'ensemble de la population.

Par ailleurs, s'ils sont eux aussi majoritairement favorables à la suppression des conseils généraux, les habitants des communes rurales – qui pourraient avoir le plus à craindre de la fusion des départements et des régions – le sont moins que les habitants des grandes villes. « Seuls » 51% d'entre eux approuvent l'idée d'une telle réforme, contre 63% des habitants des agglomérations de 100 000 habitants et plus, et 66% des habitants de l'agglomération parisienne. Ce même clivage est également à l'œuvre sur la question de la réduction de moitié du nombre des régions : 54% des habitants des communes rurales sont pour, contre 61% des habitants des agglomérations de 100 000 habitants et plus, et 70% des habitants de l'agglomération parisienne.

- 3 -

Les résultats de l'étude

L'adhésion à la suppression des départements et à la réduction du nombre de régions

Question : Personnellement, seriez-vous favorable ou opposé... ?

	Favorable	Opposé	TOTAL
	(%)	(%)	(%)
• à la suppression des conseils généraux, c'est-à-dire des départements qui fusionneraient avec les régions.....	60	40	100
• à la réduction de moitié du nombre des régions qui passeraient de 22 à 11	60	40	100

L'adhésion à la suppression des départements et à la réduction du nombre de régions

Question : Personnellement, seriez-vous favorable ou opposé...

à la suppression des conseils généraux, c'est-à-dire des départements qui fusionneraient avec les régions

	Rappel Octobre 2008 ¹	Ensemble Avril 2014	Evolution	Habitants de ...				
				Communes rurales	Agglomération de 2 à 20000 habitants	Agglomération de 20 à 100000 hab. et plus	Agglomération de 100000 hab. et plus	Agglomération parisienne
	(%)	(%)		(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
• Favorable	39	60	+21	51	59	61	63	66
• Opposé.....	59	40	-19	49	41	39	37	34
- NSP	2	-	-2	-	-	-	-	-
TOTAL.....	100	100	100	100	100	100	100	100

à la réduction de moitié du nombre des régions qui passeraient de 22 à 11

	Ensemble Avril 2014	Habitants de ...				
		Communes rurales	Agglomération de 2 à 20000 habitants	Agglomération de 20 à 100000 hab. et plus	Agglomération de 100000 hab. et plus	Agglomération parisienne
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
• Favorable.....	60	54	61	58	61	70
• Opposé	40	46	39	42	39	30
TOTAL.....	100	100	100	100	100	100

¹ Sondage réalisé pour Sud Ouest Dimanche auprès d'un échantillon de 1004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, méthode des quotas par téléphone au domicile des personnes du 2 au 3 octobre 2008.

L'adhésion à la suppression des conseils généraux

	Favorable (%)	Opposé (%)
ENSEMBLE	60	40
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)		
Homme	68	32
Femme	52	48
AGE DE L'INTERVIEWE(E)		
Moins de 35 ans	47	53
18 à 24 ans	47	53
25 à 34 ans	47	53
35 ans et plus	64	36
35 à 49 ans	59	41
50 à 64 ans	62	38
65 ans et plus	74	26
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)		
ACTIF	55	45
CSP+	63	37
Artisan ou commerçant	47	53
Profession libérale, cadre supérieur	70	30
Profession intermédiaire	50	50
CSP-	54	46
Employé	54	46
Ouvrier	54	46
INACTIF	66	34
Retraité	73	27
Autre inactif	53	47
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)		
Salarié	56	44
Salarié du secteur privé	58	42
Salarié du secteur public	51	49
Indépendant sans salarié / Employeur	47	53
REGION		
Région parisienne	66	34
Province	58	42
Nord est	61	39
Nord ouest	58	42
Sud ouest	53	47
Sud est	58	42
CATEGORIE D'AGGLOMERATION		
Communes rurales	51	49
Agglomération de 2 à 20000 hab.	59	41
Agglomération de 20 à 100000 hab.	61	39
Agglomération de 100000 hab. et plus	63	37
Agglomération parisienne	66	34
PROXIMITE POLITIQUE		
Gauche	63	37
Front de Gauche	44	56
Parti Socialiste	73	27
Europe Ecologie / Les Verts	53	47
Modem	69	31
Droite	62	38
UDI	79	21
UMP	63	37
Front National	56	44
Aucune formation politique (réponse non suggérée)	52	48
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)		
Jean-Luc Mélenchon	44	56
François Hollande	68	32
François Bayrou	74	26
Nicolas Sarkozy	62	38
Marine Le Pen	59	41

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

L'adhésion à la réduction de moitié du nombre des régions

	Favorable (%)	Opposé (%)
ENSEMBLE	60	40
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)		
Homme	68	32
Femme	53	47
AGE DE L'INTERVIEWE(E)		
Moins de 35 ans	47	53
18 à 24 ans	48	52
25 à 34 ans	46	54
35 ans et plus	65	35
35 à 49 ans	57	43
50 à 64 ans	66	34
65 ans et plus	74	26
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)		
ACTIF	56	44
CSP+	66	34
Artisan ou commerçant	62	38
Profession libérale, cadre supérieur	68	32
Profession intermédiaire	52	48
CSP-	53	47
Employé	54	46
Ouvrier	52	48
INACTIF	66	34
Retraité	73	27
Autre inactif	50	50
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)		
Salarié	57	43
Salarié du secteur privé	56	44
Salarié du secteur public	57	43
Indépendant sans salarié / Employeur	58	42
REGION		
Région parisienne	69	31
Province	58	42
Nord est	57	43
Nord ouest	57	43
Sud ouest	60	40
Sud est	60	40
CATEGORIE D'AGGLOMERATION		
Communes rurales	54	46
Agglomération de 2 à 20000 hab.	61	39
Agglomération de 20 à 100000 hab.	58	42
Agglomération de 100000 hab. et plus	61	39
Agglomération parisienne	70	30
PROXIMITE POLITIQUE		
Gauche	68	32
Front de Gauche	48	52
Parti Socialiste	76	24
Europe Ecologie / Les Verts	64	36
Modem	62	38
Droite	61	39
UDI	84	16
UMP	62	38
Front National	50	50
Aucune formation politique (réponse non suggérée)	52	48
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)		
Jean-Luc Mélenchon	57	43
François Hollande	72	28
François Bayrou	68	32
Nicolas Sarkozy	60	40
Marine Le Pen	53	47

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs